

# Bulletin inter OP de la Région de Grands Lacs

## janvier 2016



Avec l'appui de



## Projet PASA Nord-Kivu, Henri Yav Mulang, Ministre des Finances de la RDC signe la convention avec FIDA

Fin janvier 2016, le Ministre National de Finances en RD Congo, Henri Yav Mulang, a signé avec FIDA une convention d'exécution du projet d'appui au secteur agricole au Nord Kivu. Après cette signature le Ministre National de Finances a rencontré l'Evêque Emery Kabongo, congolais Charmant à la basilique St Pierre de Vatican à Rome. Ce projet sera présenté au conseil des ministres avant qu'il soit promulgué par le parlement national pendant la session parlementaire du mois de mars 2016. Cette initiative, bénéficiera à 28 400 ménages de la région. Les activités du projet porteront sur le renforcement des capacités des agriculteurs, des organisations paysannes et des services agricoles provinciaux impliqués dans la production, la transformation et la commercialisation de quatre cultures: maïs, riz, pommes de terre et café arabica



Le Ministre Henry Yav Mulang visite l'Evêque Emery Kabongo à la Basilique St Pierre après la signature de la convention à Rome: Photo tirée des images télévisées RTNC Kin ce dimanche 1er février 2016.

Ce Projet d'Appui au Secteur Agricole au Nord Kivu se justifie par le fait que le gouvernement congolais veut développer des filières inclusives, et ceci en plus des investissements en cours dans les complexes agro-industriels (Domaine Agro-industriel de Nsele et le Parc Agro-Industriel de Bukanga-Lonzo). Cette volonté est alignée avec le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) dans sa partie promotion des filières agricoles et de l'agro-business. La vision du Gouvernement et les objectifs stratégiques du programme cofinancé par le FIDA en RDC convergent au Nord Kivu pour lever les contraintes d'ordre financier, institutionnel et physique (enclavement de certaines zones de production) aux quelles les populations sont confrontées. L'approche adoptée et qui cadre avec les objectifs stratégiques du FIDA en RDC, repose sur la capitalisation des expériences d'un certain nombre d'organisations paysannes et ONG pour développer les services économiques des OP et des coopératives autour de maillons spécifiques de filière jugées prioritaires pour améliorer les revenus des paysans. Les filières faisant l'objet de l'intervention du Projet sont le maïs, le riz, la pomme de terre et le café arabica. Elles ont été sélectionnées de manière qualitative et consultative sur la base du nombre des producteurs impliqués, le potentiel de croissance de la production et de la productivité, l'existence de marchés en croissance et accessibles aux petits producteurs, l'insertion des femmes et des jeunes, la présence dans la filière d'un service public, d'une ONG ou une OP réputée qualifiée dans l'encadrement

technique et ou la fourniture de services économiques. Les organisations partenaires dans la mise en œuvre du Projet et la gestion des services économiques sont la Coopérative Centrale du Nord Kivu (COOCENKI) pour le maïs, la Ligue des Organisations des Femmes Paysannes du Congo (LOFEPACO) pour le riz, le Syndicat de Défense des Intérêts des Paysans (SYDIP) pour la pomme de terre, VECO pour le café arabica et la Fédération des Organisations des Producteurs Agricoles du Congo (FOPAC NK) pour le plaidoyer et le renforcement des capacités des OP. Les maillons de la filière faisant l'objet d'intervention du projet sont la production, la conservation, la transformation, l'approvisionnement en intrants agricoles et la commercialisation de la production. Sont considérés bénéficiaires directs les ménages participant aux services économiques et ayant des transactions régulières avec leurs OP pour l'approvisionnement en intrants (semences et engrais) et pour le stockage de leurs produits. Le nombre de ménages qui bénéficieront directement du projet sont de 28.400, répartis par filière de la manière suivante: (i) café: environ 13.800 ménages, regroupés en 4 coopératives (2 existantes et 2 à créer) dont l'établissement et la gestion seront soutenus par VECO; (ii) pommes de terre: 4.000 ménages entre le territoire de Lubero, le territoire de Nyirangongo et le territoire de Masisi, organisés en associations ou coopératives, et soutenues par SYDIP ; (iii) maïs: 5.000 ménages, regroupés en associations structurées dans le territoire de Rutshuru, dans la suite du projet GTFS de la FAO et qui ont des liens de partenariat avec la COOCENKI; (iv) riz: environ 5.600 producteurs, essentiellement des femmes regroupées en associations, soutenues par la LOFEPACO et quelques-unes de ses OP partenaires dans le territoire de Beni. L'objectif principal du PASA-NK est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des ménages impliqués dans le projet. Tandis que l'objectif de développement du Projet est d'améliorer la productivité et la rentabilité de 4 cultures (maïs, riz, pomme de terre et café arabica) pratiquées par les petits producteurs/rices. Le Projet comporte trois composantes: Soutien au développement des capacités des acteurs d'appui aux filières agricoles; Appui aux infrastructures rurales; Gestion et coordination du Projet.

Jean Baptiste Musabyimana

# Agriculture familiale et enjeu électoral pour 2016 en RDC

**Du 14 au 16 mars prochain, Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo, va accueillir une table ronde sur l'agriculture familiale au pays. Une occasion pour les acteurs impliqués dans ce domaine de parcourir plusieurs thèmes ayant trait à l'agriculture et aux élections.**



*En réunion préparatoire (Photo:François Cajot)*

Pour la RDC, l'année 2016 est porteuse de grands enjeux qui s'articulent autour de l'organisation des élections, spécialement les élections provinciales devant conduire en même temps à l'élection des députés provinciaux, des sénateurs et des gouverneurs de province, ainsi que l'élection présidentielle, le mandat des députés nationaux devant se terminer en février 2017. « Actuellement, toute l'attention et toutes les préoccupations des dirigeants politiques, à tous les niveaux, sont focalisées sur la tenue (ou pas) des élections au cours de cette année. Il devrait en être de même pour tout le peuple congolais. Ainsi, pour anticiper sur les événements, les petits producteurs agricoles, constituant la majorité des électeurs, devraient avoir leur agenda politique, spécialement conçu en faveur de leurs droits, pour le faire valoir auprès des candidats aux postes politiques qui viendront solliciter leurs voix », souhaitent les organisateurs de cette table ronde.

## **Outils davantage les petits agriculteurs**

Pour outiller davantage les petits producteurs agricoles dans le montage du plaidoyer de leur cause au cours du prochain mandat politique et dans l'analyse des projets des sociétés présentés par les potentiels candidats aux postes électoraux, le CNPAF, avec l'appui technique et financier de la Coalition Contre la Faim et du projet PREPAR de l'Alliance Agri-Congo, va organiser une Table Ronde ayant pour thème « Agriculture Familiale : enjeu électoral pour 2016, en RDC ». En vue de sensibiliser les différentes catégories des participants sur l'importance de la masse électorale que représentent les agriculteurs familiaux, et la nécessité de prendre en compte les impératifs de développement de l'agriculture familiale, cette Table Ronde sera inclusive et mettra ensemble, pour un débat ouvert et constructif, les différents acteurs impliqués dans différents domaines touchant à l'agriculture familiale, notamment les petits et les grands agriculteurs, les Parlementaires, les Ministères (Agriculture, Développement Rural, Affaires Foncières, Environnement, Plan), les partenaires techniques et financiers, les services de coopération des Ambassades, les agro-industries (FEC), les Organisations d'appui,...

## **Une table ronde à multiples facettes**

L'objectif général de cette table ronde dont le thème central est « agriculture familiale, enjeu électoral pour 2016 en RDC », est de contribuer au renforcement de la prise de conscience des masses paysannes de leur poids politique en vue d'influer sur l'engagement des (futurs) dirigeants politiques du pays à la promotion de l'agriculture familiale dans son rôle économique, social et environnemental et ses apports incontournables dans la sécurité et la souveraineté alimentaires de la RDC. Les objectifs spécifiques de cette table ronde sont multiples. Il sera question de faire l'état des lieux de l'agriculture et de l'agriculture familiale en RDC (les différents appuis étatiques et non étatiques à l'agriculture familiale en RDC, les budgets annuels nationaux et provinciaux de l'agriculture et de l'agriculture familiale, la politique agricole du pays, les emplois en RDC, y compris dans l'agriculture familiale). Egalement produire une analyse

comparative de l'agriculture familiale dans l'économie du pays comptant plus de 70% d'agriculteurs familiaux (avant et maintenant). Tout comme faire ressortir les conditions politiques pour la promotion de l'agriculture familiale comme élément moteur pour le développement socio-économique d'un Congo émergent, en tant que secteur pourvoyeur d'emploi, générateur des revenus d'exportation, protecteur de l'environnement, garant de la paix, de la sécurité et de la souveraineté alimentaires et stabilisateur de la population en milieu rural. Au cours de cette table ronde, les participants essaieront de produire les éléments d'une charte paysanne électorale, contenant les attentes de la masse paysanne devant ressortir des projets de société des candidats aux postes électoraux et pouvant faire objet des débats lors des Tribunes d'expression populaire et des échanges avec les dirigeants (ou candidats dirigeants) politiques ; cahier des charges des attentes des petits producteurs agricoles vis-à-vis des dirigeants -ou candidats dirigeants- politiques.

**Jean Baptiste Musabyimana**



*En photo de famille après la réunion préparatoire (Photo:François Cajot)*

## Crise politique au Burundi, l'information agricole paralysée



A ce moment au Burundi de nombreuses activités liées à l'agriculture sont paralysées en raison de la crise politique qui a frappé ce pays à la fin d'Avril. Les agriculteurs sont en deuil avec le manque d'information. Ils ont été habitués à avoir des nouvelles hebdomadaires des sujets de l'agriculture tels que l'indice de la météo, les possibilités de traitement, la sécurité alimentaire, les intrants agricoles, les prix du marché, et la disponibilité des engrais à bas prix, les meilleures pratiques, des histoires de réussite, des échanges agriculteurs- agriculteur à, et beaucoup d'autres sujets.

Environ 90 pour cent de la population du Burundi dépend de l'agriculture pour vivre. La plupart de l'agriculture est constitué d'une agriculture de subsistance, avec seulement environ 15 pour cent de la production totale commercialisée. L'exploitation moyenne par famille agricole est de 0,8 hectares. L'agriculture du Burundi contribue à plus de 35 pour cent du Produit Intérieur Brut. La majorité de recette en devises provient du café et thé pendant l'exportation. Les principales cultures destinées à la consommation locale sont de manioc, les haricots, les bananes, les patates douces, le maïs et le sorgho. L'agriculture est fondamentale pour la sécurité alimentaire au Burundi. L'accès aux intrants agricoles a toujours été une question troublante et ils ont besoin de savoir qu'ils peuvent les obtenir à faible coût. En cas d'augmentation de la production, les agriculteurs ont besoin des acheteurs et des marchés pour vendre, mais ils ont besoin d'un marché qui offre un bon prix. L'information est essentielle à cet égard. Des journalistes agricoles s'engagent à informer les agriculteurs, les aider à acquérir des informations sur les techniques agricoles et ainsi les agriculteurs améliorent leur production. Mais depuis le début de la crise au Burundi, cette information n'a plus sa place. Des programmes radios ne sont plus animés suite à la fermeture, depuis mai 2015, de certaines stations des radios privées sur lesquelles les émissions étaient animées. « Nos agriculteurs aiment écouter que lire des magazines, en dépit d'un bulletin d'information à leur disposition. Mais combien savent lire et écrire? Pas même un quart d'entre eux. La radio est jouée son rôle dans ce domaine et ils l'aiment. L'insécurité alimentaire est le gagnant ici. Cette fois, la pluie est bonne et nous nous attendions à plus de production mais les agriculteurs ont besoin d'informations maintenant sur le prix de leur récolte la préparation de la prochaine saison et la disponibilité des engrais » déclare un paysan de Ngozi.

*Par Jean de Dieu Ininahazwe*

## Information agricole en faveur des jeunes agriculteurs

La province du Nord-Kivu dans la partie Est de la République Démocratique du Congo est réputée province sinistrée de par les nombreux et guerres qui ont sévi et qui sévissent encore ici. Pourtant, cette province, ce n'est pas que la guerre. C'est aussi, et surtout, des paysans qui s'adonnent à cœur joie au travail de la terre pour pratiquer l'agriculture, la pêche ou l'élevage. Ces agriculteurs, pêcheurs et éleveurs sont souvent regroupés dans des organisations paysannes. Ces dernières accompagnent techniquement leurs membres. Cependant, les paysans ont souvent des histoires de succès ou des difficultés à partager pour susciter l'émulation au sein de la population mais leurs histoires sont souvent passées sous silence. C'est pour pallier ce problème que l'association des journalistes agricoles du Congo, AJAC au Nord-Kivu s'implique depuis peu sur terrain. En effet, les journalistes membres de cette association arpencent monts et vallées à la recherche des reportages sur ce que vivent les paysans au quotidien. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont, de nos jours, au cœur des débats. Promouvoir ces technologies revient à s'adresser essentiellement aux jeunes, premiers consommateurs de ces technologies. Cette audience attend que l'info vienne à elle notamment via facebook, les messageries et Youtube. Chez les jeunes, il s'observe un rôle social et identitaire du partage de l'information et l'importance de la recommandation. En effet, l'audience jeune est extrêmement fragmentée, sensible aux formats. Les jeunes sont à la recherche d'authenticité, d'horizontalité et de formes visuelles, mobiles et immersives. La tendance est renforcée par la montée en compétence technique de la nouvelle génération. Une génération perçue comme un vivier de producteurs de « contenus numériques natifs ». Une erreur de jugement face à des jeunes ambitieux et fourmillant d'idées, dont la compétence technique est un atout, mais évidemment pas une fin en soi. Les TIC devraient donc s'adresser aux jeunes afin qu'ils s'intéressent à l'agriculture en province du Nord-Kivu.

AJAC NORD-KIVU.

# Les agricultrices trouvent du bonheur dans leur coopérative Abibumbiye Rwimiyaga

*Dans le village de Nyaruphumbira à Nyagatare, c'est à moins de 25km de la frontière Rwando-Ugandaise. 53membres de la coopérative dont 40 femmes,13 hommes sont regroupées dans la coopérative ABIBUMBIYE RWIMIYAGA depuis 2009. Les cultures de maïs et de haricots font la fierté de ces agricultrices de Nyagatare. Grâce à la traction bovine, la production de la coopérative et de ses membres a augmentée.*

La coopérative ABIBUMBIYE RWIMIYAGA démarre en 2009 et est agréée en 2011 pendant qu'elle soit reconnue officiellement par le gouvernement rwandais en 2015. Deux filières choisies par ces coopérants sont le maïs et haricot avec rotation. La coopérative exploite 70 hectares et applique la traction bovine pour le labour. Cette tech-

*“Depuis que je suis membre de notre coopérative, j'ai viens de gagner plusieurs choses. C'est grâce à notre coopérative que j'ai amélioré ma production. Avant, il m'était difficile de produire 200kg. Mais grâce à l'accompagnement de notre coopérative je parviens à produire 1500kg et je le vends à un marché plus rémunérateur nous trouvé par notre coopéra-*



*tive. Surement, j'ai 11 enfants moi avec mon mari nous vivons une vie heureuse grâce à notre coopérative. Sur mes 11 enfants 9 sont à l'école, je viens d'acheter 1 hectare et une vache laitière»,* a-t-elle rencherie Madame Bonifride La coopérative Abibumbiye a déjà signé des contrats de livraison au Ministère National de l'Agriculture et au PAM. Lors de la dernière saison la coopérative a livré 1360tonnes grâce à la mise à marché collectif des produits de la coopérative et de ses membres. Dans cette région comme partout ailleurs dans le pays, chaque paysan a son exploitation mais la politique de

nique culturale a allégé non seulement les heures de labour mais aussi les dépenses monétaires en main d'œuvre. « Nous avons débuté notre projet de l'intensification de la culture de maïs. D'abord par utilisation de houes mais un peu plus tard nous avons jugé modernisé notre technique de labour par la traction bovine », raconte la présidente d'Abibumbiye. Mukakigeri Bonifride est la femme paysanne membre de la coopérative qui a amélioré ses conditions de vie grâce à son appartenance dans la coopérative Abibumbiye.

la réforme agricole du Rwanda exige la mise en commun des exploitations afin de consolider les terres. Ce qui avantage un bon accompagnement techniques des agriculteurs par des agronomes de secteur et favorise également la recherche commune d'un marché rémunérateur après production. Le seul défis qui reste à combattre par cette coopérative est la meilleure conservation des récoltes et exige une bonne harmonisation dans la contractualisation avec PAM et MINAGRI.

**Jean Baptiste Musabyimana**

**Ce bulletin est publié dans le cadre de partage des expériences entre les OP de la Région des Grands Lacs: CAPAD du Burundi, Ingabo et Imbaraga du Rwanda et LOFEPACO, FOPAC Nord Kivu et FOPAC Sud Kivu de la RD Congo**  
**Ce projet de la coopération inter OP pour la professionnalisation de l'agriculture dans la Région des Grands Lacs est soutenu par le Collectif Stratégies Alimentaires, CSA**  
**Vous pouvez le lire aussi sur notre site web [www.fopacnk.org](http://www.fopacnk.org)**  
**Pour plus d'informations envoyez vos courriers à [fopacrdcongo@gmail.com](mailto:fopacrdcongo@gmail.com) ou à [musant@yhoo.fr](mailto:musant@yhoo.fr). Vous pouvez nous téléphoner également aux numéros suivants:**  
**0998623440 (Secrétaire Exécutif de la FOPAC NK)**  
**0994411011 (Rédacteur du bulletin)**

